



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 117 – 1^{ER} JUIN 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

NIGERIA :
OUVERTURE DU
PREMIER TECH HUB
DE FACEBOOK EN
AFRIQUE A LAGOS

**36 M EUR ACCORDES
PAR L'UE ET L'AFD
POUR LE
DEVELOPPEMENT DES
TERRITOIRES DU LAC
TCHAD**

**ANGOLA : LA BANQUE
NATIONALE VA
COMMENCER A
REGULARISER LA SITUATION
DES TRANSFERTS VERS
L'ETRANGER, BLOQUES PAR
MANQUE DE DEVICES**

**MAURICE :
POSITIONNEMENT
COMME CENTRE
D'ARBITRAGE
COMMERCIAL
INTERNATIONAL**

**GAMBIE : 1,45 Md EUR
REUNI PAR LES BAILLEURS
EN SOUTIEN AU PLAN
NATIONAL DE
DEVELOPPEMENT (PND)
LORS D'UNE CONFERENCE A
BRUXELLES**

**MALI : LE FMI APPROUVE
UN NOUVEAU
DECAISEMENT DE 89,7 M
USD (77 M EUR) APRES
LES 8EME ET 9EME REVUES
DE L'ACCORD DE FACILITE
ELARGIE DE CREDIT (FEC)**

**MADAGASCAR : PRET
SOVERAIN DE 75 M
USD DE LA BANQUE
MONDIALE EN FAVEUR
DU GRAND
ANTANANARIVO**

**NIGER : DECOUVERTE
D'UN GISEMENT D'OR
SUR LE SITE AURIFERE
DE BOULI**

**KENYA : LANCEMENT
DU PREMIER CONTRAT
DE RACHAT
D'ELECTRICITE POUR
VOLTALIA**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Interconnexion des administrations douanières du Burkina Faso et du Togo

Les administrations douanières du Burkina Faso et du Togo ont officiellement lancé l'interconnexion de leurs services. Ce projet financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) à hauteur de 1 Md FCFA (1,5 M EUR), et mis en œuvre par la Commission de l'UEMOA avec l'appui technique de la CNUCED, devrait faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays. La mutualisation systématique de l'information entre les administrations des deux pays permettra l'émission d'un document de transit unique, qui devrait contribuer à réduire les formalités administratives et à accélérer les contrôles.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ 36 M EUR accordés par l'UE et l'AFD pour le développement des territoires du lac Tchad

Le programme RESILAC vise à contribuer pour une durée de 4 ans au redressement économique et au renforcement de la résilience territoires du bassin du Lac Tchad, avec une priorité donnée à la jeunesse et aux femmes. Les 4 zones géographiques riveraines du bassin du Lac Tchad (nigérienne, nigériane, tchadienne et camerounaise) seront couvertes par les opérations. Ce programme est financé conjointement par le Fonds fiduciaire d'urgence (FFU) pour l'Afrique de l'UE et l'AFD à hauteur de 31,1 M EUR et 5 M EUR respectivement. Il sera mis en œuvre par un consortium d'ONG, avec Action contre la faim en chef de file, et la Commission pour le Bassin du Lac Tchad.

✉ cossuc@afd.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : maintien du taux directeur à 6,5 % et révision marginale des prévisions de croissance

Le 24 mai, la Banque centrale a décidé de maintenir le taux directeur à 6,5 % (abaissé de 25 pdb en mars dernier), l'inflation pouvant repartir à la hausse en raison de la volatilité du dollar américain et des prix du pétrole. En parallèle, les hypothèses macroéconomiques n'ont été que marginalement modifiées : maintien d'une prévision de +1,7 % de croissance pour 2018 et hausse de 0,2 point pour la prévision de croissance 2019 à 1,7 % également.

	2017	2018 (P)	2019 (P)	2020 (P)
Taux d'inflation (moyenne annuelle, %)	5,3	4,9 (=)	5,2 (=)	5,2 (+0,1)
Taux de croissance du PIB (%)	1,3	1,7 (=)	1,7 (+0,2)	2,0 (=)

Source : SARB - entre parenthèses la différence avec les prévisions du mois de mars

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : reprise de l'inflation à 4,5 % en g.a en avril

En rythme annuel, le taux d'inflation s'est élevé à 4,5 %, après 3,8 % en mars dernier. La Banque centrale explique cette augmentation par les pressions exercées par la hausse de la TVA et des prix mondiaux du pétrole ainsi que l'appréciation du dollar américain. En rythme mensuel, l'inflation a progressé de 0,8 %.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : maintien du taux directeur à 18 %

Ce jeudi 24 mai, la Banque centrale angolaise (BNA) a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 18 %. Par ailleurs, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal a été réduit de 200 pdb, de 20 à 18 %.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : la Banque nationale d'Angola va commencer à régulariser la situation des transferts vers l'étranger, bloqués par manque de devises

La Banque nationale d'Angola (BNA) a annoncé que des ventes directes de devises seraient effectuées en mai et juin prochains afin de commencer à régulariser certains arriérés de transferts de devises vers l'étranger pour le paiement de biens et services. La chute des entrées de devises, suite à la baisse des cours du pétrole, a généré une accumulation de demandes de virements bloqués par la BNA. Afin de commencer à régulariser cette situation, la BNA va mettre des devises à dispositions, ceci après avoir vérifié la conformité des demandes antérieures à 2018 auprès des banques commerciales.

✉ quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : diminution des réserves de change de la Banque centrale de 3,3 Mds de pulas en un an**

D'après la Banque centrale botswanaise (BoB), les réserves de changes s'élèveraient à 70,5 Mds de pulas en mars 2018, contre 73,9 Mds de pulas en mars 2017. Dans son bilan financier, la BoB ne précise pas la cause de cette détérioration. C'est la première fois depuis mars 2014 que le montant des réserves de change est inférieur à 71 Mds de pulas. Le gouverneur de la Banque centrale, Moses Dinekere Pelaelo, a toutefois tenu à relativiser cette baisse, indiquant que le niveau actuel restait satisfaisant puisqu'il couvrait 14 mois d'importations.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : émission de 30 M N\$ de prêts par la Banque Agricole de Namibie**

La Banque Agricole de Namibie (Agribank) a autorisé l'octroi de prêts d'un montant total de 30 M N\$ aux petits agriculteurs. Ces derniers seront compris entre 5 000 N\$ et 500 000 N\$ et seront remboursables par les agriculteurs sur une période allant d'un à cinq ans.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : hausse de l'inflation à 2,71 % en g.a en avril**

D'après *Zimstats*, l'inflation annuelle s'élèverait à 2,71% en avril, soit une hausse de 0,33 point par rapport à l'inflation annuelle du mois de mars. Après une évolution moyenne des prix de +0,9 % en g.a en 2017, l'inflation au Zimbabwe confirme son niveau autour des +3% depuis 6 mois. La reprise de l'inflation est probablement un reflet de la création monétaire (sous la forme de monnaie électronique utilisée pour payer les fonctionnaires) et de la dépréciation des bonds notes et de la monnaie électronique par rapport au dollar américain.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : reprise des relations diplomatiques avec la Chine**

Après la rupture des relations diplomatiques avec Taiwan la semaine dernière, le Burkina Faso a officialisé la reprise de ses relations diplomatiques avec la Chine. Outre la promesse de financement d'un hôpital à Bobo-Dioulasso, la Chine s'est notamment engagée à reprendre tous les projets que Taiwan abandonnera. Une mission chinoise est attendue à Ouagadougou pour évaluer les besoins du pays et un Accord-cadre de coopération devrait être signé prochainement. Le Président chinois Xi Jinping a également invité son homologue burkinabé à assister au Sommet de Beijing sur la coopération sino-africaine qui se tiendra en septembre 2018.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : objectifs de mobilisation des ressources à fin mars 2018 largement dépassés**

Les ressources mobilisées à fin mars 2018 s'élèvent à 2192,5 Mds FCFA (3,3 Mds EUR) pour une prévision de 1377,6 Mds FCFA (2,1 Mds EUR), soit un taux de mobilisation de 159 %. Ces résultats s'expliquent en partie par l'émission en mars dernier de 1,7 Md EUR, via un nouvel Eurobond. Le taux de réalisation des recettes fiscales collectées s'établit quant à lui à 95,7 % (773,9 Mds FCFA, soit 1179,8 M EUR), quand celui des dépenses publiques est de 92,3 % (1218,2 Mds FCFA, soit 1857 M EUR).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : annonce d'un nouveau gouvernement

Le Président de la République, Alpha Condé, vient de nommer Kassory Fofana comme nouveau Premier ministre. Celui-ci a ensuite formé un nouveau gouvernement composé de 33 membres, dont 6 ministres d'Etat. L'on note l'entrée de 12 nouvelles personnalités, dont deux issues de l'opposition. On compte également 4 femmes au sein de la nouvelle équipe gouvernementale. Le ministère de l'Economie et des Finances a été attribué à Mamady Camara, ancien ambassadeur de Guinée en Afrique du Sud, tandis que le ministère du Budget revient à Ismaël Dioubaté, directeur des changes à la Banque Centrale. Les ministres des Mines, de l'Energie et l'hydraulique, du Plan et la Coopération internationale restent les mêmes.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : révision de près de 30 % du PIB

L'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) a publié une note modifiant l'année de base de calcul du PIB. Cette réforme a pour but d'introduire les nouvelles activités non-prises en compte jusqu'à présent et de mettre en place la méthodologie du dernier système de comptabilité nationale, adoptée par les Nations unies en 2008. Le nouveau calcul établit le PIB de 2014 à 9 775 Mds FCFA (14,7 Mds EUR), soit une revalorisation de 29,4 % par rapport à l'ancien calcul. Ce nouveau chiffre devrait donc avoir un impact négatif sur les ratios d'endettement et de déficit publics sur PIB, et sur le taux de pression fiscale. Il sera utilisé pour la préparation de la loi de finances pour 2019.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : proposition de loi de l'exécutif pour la création d'une Autorité de conduite des marchés financiers

Le ministre des Finances a rendu publique une proposition de loi intitulée « Conduite des marchés financiers » dont l'objectif principal est de protéger le consommateur contre « les attitudes prédatrices du secteur bancaire ». Parmi les propositions phares figure ainsi l'établissement d'une Autorité de conduite des marchés financiers (FMCA), dont le Bureau serait dirigé conjointement par le gouverneur de la Banque centrale et le ministre des Finances, et qui aurait à sa charge la fixation d'un taux prêteur de référence. En cas de non-respect de ce taux de référence les établissements de crédit se verraient infliger une amende de 50 000 USD. Le gouverneur de la Banque centrale a exprimé son opposition à la loi, jugeant qu'elle affaiblirait fortement le rôle de régulateur du secteur financier de la banque centrale.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : hausse de 4,9 % des arrivées de touristes au premier trimestre 2018

Maurice a accueilli 356 400 visiteurs étrangers au cours du premier trimestre 2018, soit une hausse de 4,9 % par rapport au premier trimestre 2017. Cette hausse est notamment alimentée par l'augmentation du nombre de croisiéristes. Fort de ce constat, les infrastructures dédiées à l'accueil des bateaux de croisière constituent une nouvelle priorité pour les autorités, en témoigne l'actuel chantier pour la construction d'un nouveau terminal d'accueil à Port Louis. La France continue d'être le premier pourvoyeur de visiteurs étrangers et totalise 34 % des arrivées sur le premier trimestre 2018, soit une hausse de 4,7 % par rapport à l'année précédente. Maurice ambitionne d'accueillir 2 millions de touristes en 2020 contre 1,4 millions en 2018.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : avis défavorable de la *National Planning Authority* (NPA) sur l'utilisation des fonds publics**

D'après le dernier audit mené par la NPA, institution qui a notamment pour mandat d'évaluer les projets publics et la performance du gouvernement, l'allocation des dépenses publiques va à l'encontre des objectifs à long terme fixés par le gouvernement dans le cadre du second Plan de Développement national (2015-2020). Ainsi, l'objectif poursuivi d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire à horizon 2020, semble nettement remis en cause par les orientations budgétaires des trois exercices qui viennent de s'écouler, caractérisés, selon la NPA, par « une forte inefficacité dans l'utilisation des fonds publics ». En outre, le risque lié au poids de la dette publique a fortement augmenté, cette dernière s'établissant à 39 % du PIB en 2017 contre 30,8 % du PIB trois ans auparavant.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : croissance de 1,95% au 1^{er} trimestre 2018 et maintien du taux directeur à 14%**

D'après le bureau national de la statistique, au premier trimestre 2018, le taux de croissance s'est établi à 1,95 % en g.a. contre 2,11 % au trimestre précédent. Au premier trimestre de cette année, l'agriculture et l'industrie, qui représentent respectivement 21,7 % et 24 % du PIB, ont enregistré une croissance positive de 3 % et 6,9 %. Les services qui constituent plus de la moitié du PIB (54,4 %), se sont contractés de 0,5 %. Le comité de politique monétaire a décidé fin mai de maintenir ses taux inchangés : i) le taux directeur à 14 % ; ii) les réserves obligatoires des banques à 22,5 % ; iii) le ratio de liquidité à 30 % ; iv) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pdb.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : augmentation du taux directeur à 15 %**

Le comité de politique monétaire déplore le ralentissement économique enregistré en 2017 : l'économie n'a cru que de 3,5 % en 2017 (6,3 % en 2016) en raison d'une production de minerai de fer moindre que prévue. Les autorités notent un amoindrissement global des pressions inflationnistes malgré une récente augmentation enregistrée en mars à 14,91 % en g.a.. C'est dans ce contexte que la Banque centrale a décidé le 22 mai de resserrer sa politique monétaire en augmentant de 50 points de base son taux directeur à 15 %, et les taux de facilités permanentes de prêt et de dépôt à respectivement 19 et 12 %. En 2017, les autorités ont augmenté leur taux directeur à quatre reprises, le faisant passer sur l'ensemble de l'année de 11 % à 14,5 % sur l'année.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Gabon : tenue d'un séminaire gouvernemental

Dans un contexte difficile sur le plan financier, les autorités gabonaises ont organisé du 17 au 27 mai un séminaire gouvernemental, dont l'objectif principal était de « réfléchir aux réformes à mettre en place à court et moyen terme afin de rééquilibrer les finances publiques et sortir de la crise économique ». Si des orientations ambitieuses ont été annoncées en introduction de ce séminaire comme l'accroissement des recettes de l'État, la mise en œuvre de l'objectif de baisse de la masse salariale mensuelle, ou encore la baisse des dépenses de biens et services, aucune communication n'a encore, pour l'heure, été rendue publique à l'issue de cette réunion qui pourrait sans doute être suivie de l'adoption d'un projet de loi de finances rectificative.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le contrat d'appui entre les douanes et la COTECNA prendra officiellement fin le 28 août 2018

Le directeur général des douanes burkinabè a annoncé que le partenariat entre la COTECNA et le gouvernement burkinabè prendrait officiellement fin le 28 août 2018. L'entreprise suisse, qui avait remplacé la Société générale de surveillance (SGS) en 2004, est un organe d'appui technique externe à l'administration douanière, spécialisé dans le domaine de l'inspection, de la sécurité, de l'analyse et de la certification commerciale. Le travail de sécurisation et d'optimisation des recettes douanières et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale devrait désormais être directement géré par les services de la douane.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : adoption d'un projet de loi sur la répression de la fraude sur l'électricité et l'eau

Le nouveau texte adopté par le gouvernement définit les conditions de qualification, de constatation et de répression des contraventions à la réglementation relative à l'électricité et à l'eau. Il introduit de nouvelles dispositions mieux adaptées à la répression du prélèvement illicite de l'électricité et de l'eau. Pour mémoire, la production, la distribution et la vente de l'électricité et de l'eau sont régies par deux sociétés nationales : la Somelec et la SNDE. Près du tiers de leurs productions se perd chaque année, ce qui constitue un manque à gagner annuel de plusieurs millions d'ouguiyas.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : création d'une Agence de promotion des investissements et des projets stratégiques

Le gouvernement nigérien a adopté un projet de loi portant création d'une Agence de promotion des investissements et des projets stratégiques. Cet organisme public centralisé sera doté d'une autonomie de gestion administrative et financière, et remplira la fonction de services aux investisseurs, actuellement éclatée à travers deux guichets uniques différents. Ce projet doit permettre d'améliorer le climat des affaires dans le pays. Il sera transmis à l'Assemblée nationale pour adoption.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Maurice : positionnement de Maurice comme centre d'arbitrage commercial international

Lancé en 1996, le Centre d'arbitrage et de médiation (MARC), qui opère sous l'égide de la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice, multiplie les initiatives afin de renforcer son attractivité à l'international en proposant divers services en matière de règlement des litiges commerciaux internationaux. L'objectif du gouvernement est de positionner Maurice comme un centre d'arbitrage international reconnu. Plusieurs dispositions légales ont été prises à cet effet, comme l'adoption de la loi sur l'arbitrage international en 2008. Lors de la première édition de la *Mauritius Arbitration Week* qui s'est tenue du 21 au 25 mai 2018, le MARC a affirmé qu'il souhaitait se positionner en particulier sur le règlement des litiges fiscaux ainsi que ceux relatifs aux projets d'infrastructures.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Ouganda : l'exécutif et la Banque centrale en désaccord sur les crypto-monnaies

Le président Museveni a exprimé son désaccord avec les déclarations du gouverneur de la Banque centrale, Emmanuel Tumusiime-Mutebile, au sujet des crypto-monnaies, lors d'une conférence organisée par la *Blockchain Association of Uganda*. Selon Mutebile, cette technologie ne réunit pas les prérequis propres à en faire une monnaie, en particulier sur le plan juridique, et participe d'un financement occulte qui pourrait servir des intérêts malveillants. A l'inverse, Museveni s'est montré bien plus accueillant vis-à-vis des crypto-monnaies ; elles seraient le symbole de l'évolution naturelle de la monnaie vers une nouvelle forme d'intermédiation et pourraient faciliter l'optimisation de nombreux processus dans divers domaines (gestion, assurance, paiement, vote...).

✉ hocine.mourchid@dgtrésor.gouv.fr

▼ Soudan : vers la résorption de la pénurie de carburant

La reprise des opérations de la raffinerie pétrolière d'al-Gaili début mai, dont la mise en veille est à l'origine de la pénurie de carburants à l'œuvre depuis le mois de mars, devrait progressivement résorber cette dernière, et un retour à la normale est prévu pour la seconde moitié du mois de juin.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

▼ Soudan : poursuite des pénuries de devises et de liquidités en monnaie locale

La pénurie de devises couplée aux mauvaises récoltes pourrait entraîner une hausse de l'insécurité alimentaire dans les prochains mois, faute de pouvoir financer des importations alimentaires en quantité suffisante. En revanche, l'assèchement des liquidités de monnaie locale en espèces semble s'aggraver ; la principale banque du pays ne pouvant obtenir actuellement auprès de la banque centrale qu'un maximum journalier de 5 MSDG par jour (278 000 USD), pour un besoin de 100 M SDG (5,7 M USD), une situation qui devrait induire des faillites d'entreprises.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : obligation pour les entreprises du secteur minier de détenir leur compte bancaire en Tanzanie**

Le gouvernement tanzanien a ordonné aux multinationales du secteur minier de se conformer aux dispositions de la loi de juillet 2017 et d'ouvrir leurs comptes dans des banques tanzaniennes. Les autorités veulent ainsi pouvoir avoir accès à l'information financière de ces entreprises, et ce afin de freiner l'évasion fiscale. En 2015, le gouvernement tanzanien avait ainsi estimé les pertes de recettes fiscales dans le secteur minier à environ 2 Mds USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : vote d'une loi exemptant les investissements étrangers de l'obligation de partenariats locaux**

Le parlement angolais a approuvé, à l'unanimité, une loi permettant aux investissements étrangers d'être exemptés de l'obligation de partenariat local et a annulé les exigences de montants planchés. Cette loi, qui ne s'applique pas aux secteurs du pétrole, des mines et des finances, a pour but de faciliter et diversifier les investissements dans le pays. Auparavant, les entreprises étrangères, dont les investissements devaient obligatoirement être supérieurs à 1 M USD, étaient obligées de céder au moins 35 % de leurs investissements à un partenaire angolais.

✉ quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Cameroun : un accord de prêt conclu entre la BMCE et l'État pour le financement des infrastructures de la CAN 2019

Un accord de prêt de 19 Mds FCFA extensible à 32 Mds CFA a été conclu entre l'État du Cameroun et la Banque marocaine pour le commerce extérieur (BMCE) pour le financement des infrastructures de la CAN 2019. Ces financements serviront notamment à la réhabilitation du stade Omnisport Roundé Adja de Garoua ainsi qu'à la construction de son stade annexe et d'un hôtel quatre étoiles.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : *China State Construction Engineering Corporation (CSEC)* remporte le marché pour la construction du 4^{ème} pont d'Abidjan

A la suite d'un appel d'offres international restreint, l'entreprise chinoise CSEC a remporté le marché du 4^{ème} pont d'Abidjan, qui reliera la commune de Yopougon à celle du Plateau. Financés grâce à un prêt de la BAfD de 264 M USD (226,8 M EUR), les travaux devraient débuter d'ici juillet 2018, pour une durée de 30 mois. Ils comprendront la construction du pont, d'une longueur de 1,4 km, d'un viaduc de 0,8 km au-dessus de la baie de Banco, et de 7 km de routes et bretelles d'accès.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : 1,45 Md EUR réuni par les bailleurs en soutien au Plan national de développement (PND) lors d'une conférence organisée à Bruxelles

Une conférence des bailleurs de fonds réunissant 43 représentations bilatérales et 10 institutions multilatérales s'est tenue à Bruxelles, sous la houlette de la Commission européenne. Suite à la transition démocratique de décembre 2016, et en soutien au PND, les bailleurs ont réussi à mobiliser un total de 1,45 Md EUR. En particulier, l'UE a complété son aide de 140 M EUR, qui s'ajoutent aux 225 M EUR de subventions déjà engagées en 2017.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : accord de financement 26 M EUR avec l'UE dans le secteur de la santé

Les autorités guinéennes et la délégation de l'UE ont signé un accord de financement de 26 M EUR portant sur un appui à la santé (PASA 2). Ce projet est cofinancé par la France, l'Allemagne et Expertise France. Il a pour but de renforcer la gouvernance du secteur de la santé afin d'améliorer la qualité de l'accès de la population à des soins de santé de base.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : le FMI approuve un nouveau décaissement de 89,7 M USD (77 M EUR) après les 8^{ème} et 9^{ème} revues de l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC)**

L'achèvement par le FMI des 8^{ème} et 9^{ème} revues de l'accord FEC a permis de décaisser 89,7 M USD (77 M EUR) supplémentaires. Le décaissement total s'établit désormais à 219,7 M USD (188,8 M EUR), soit 83 % de la quote-part. D'après le FMI, la reprise économique du Mali s'est poursuivie en 2017 dans un contexte de défis sécuritaires persistants. La croissance du pays reste robuste (5,3 %), soutenue par de bonnes récoltes et la demande intérieure. L'inflation reste modérée (1,4 %). Quant à l'exécution du budgétaire de 2017 et le budget 2018, ils convergent vers la norme de déficit budgétaire défini par l'UEMOA (3 % du PIB) d'ici 2019.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : financement du gouvernement danois pour le projet de ferme éolienne d'Assela**

Le gouvernement danois a accordé au gouvernement éthiopien un financement de 187 M USD (161,4 M EUR) pour un projet de ferme éolienne à Assela (en région Oromo), projet dont le coût total s'élève à 200 M USD (171,7 M EUR). Ce financement consiste en un prêt concessionnel de la *Danish International Development Agency* (DANIDA) d'un montant de 120 M USD (103,2 M EUR) assorti d'une subvention de 67 M USD (58,2 M EUR). La Bafd financera quant à elle 9,6 M USD (8,3 M EUR) soit 5 % du coût total du projet et le gouvernement éthiopien les 1 % restant soit 2,3 M USD (2 M EUR). Le gouvernement danois par le biais de la *Danish Energy Agency* avait apporté son soutien en 2017 à la rédaction d'une feuille de route nationale relative à la stratégie éolienne de l'Ethiopie.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : subvention de 22,8 M USD (19,6 M EUR) accordée par le gouvernement néerlandais en faveur de la santé**

Les gouvernements néerlandais et éthiopien ont signé un accord portant sur une subvention d'un montant de 22,8 M USD (19,6 M EUR) destinée à financer un centre de cardiologie au sein de l'hôpital *Black Lions*, un centre hospitalier universitaire à Addis-Abeba. Le coût total du projet s'élève à 45,8 M USD (39,4 M EUR). La mise en service du nouveau centre est prévue pour 2020; il sera construit et équipé par le groupe néerlandais *Philips*.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : soutien de la Banque mondiale à KenGen**

La Banque mondiale a approuvé l'octroi d'une garantie de prêt AID d'un montant de 180 M USD à la société KenGen (*Kenya Electricity Generation Company Ltd*). La garantie vise à améliorer la qualité de crédit de KenGen afin de lui permettre de lever de la dette commerciale à de meilleures conditions. Cette garantie vient en effet en appui à une opération de restructuration de dette de la société, qui consiste en un refinancement d'une dette commerciale à court-terme par une nouvelle dette commerciale à plus long terme, et à un taux plus faible.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : prêt souverain de 75 M USD de la Banque mondiale en faveur du Grand Antananarivo**

La Banque a approuvé le 22 mai un prêt de 75 M USD remboursable sur 38 ans et assorti d'une période de grâce de 6 ans dans le cadre du Projet de développement urbain intégré et de résilience (PRODUIR) ciblant la commune urbaine d'Antananarivo et les 36 communes environnantes qui forment le « Grand Tana ». Dans le cadre de ce projet, des travaux d'amélioration du drainage urbain seront engagés afin réduire le risque d'inondation, ainsi que des travaux visant l'amélioration de l'accès aux services de base et la mobilité. PRODUIR souhaite également renforcer la gouvernance intercommunale dans le « Grand Tana » ainsi que la planification urbaine dans l'agglomération de Tananarive.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : prêt de 10 M USD de la SFI à I&M Bank**

La SFI a annoncé un prêt de 10 M USD à *I&M Bank*, troisième banque du pays avec 12 % des prêts bancaires octroyés en 2016, et ce pour financer le développement des PME. La banque, déjà seconde sur le marché des prêts aux PME, cherche en effet à développer une offre dédiée pour ces dernières. L'investissement de la SFI se concentrera sur le soutien aux PME opérant dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture et du commerce.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Nigéria : prêt de 100 M USD de la Banque africaine de développement à Eleme**

La Banque africaine de développement a approuvé un prêt de 100 M USD sur 11 ans à *Indorama Eleme Fertilizer* pour l'extension de la première ligne d'*Eleme Fertiliser & Chemicals Limited*. Le projet consiste en la construction et l'exploitation d'une usine de production d'engrais par conversion de gaz en urée, d'une capacité de 1,4 MTPA, qui sera située à Port Harcourt (État de River). Le coût total du projet est estimé à 1,1 Md USD, contractés auprès d'institutions financières de développement et de prêteurs commerciaux, avec la Société financière internationale (SFI) en chef de file.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : approbation d'investissements dans le secteur routier**

Le Conseil exécutif fédéral (FEC), présidé par le président Muhammadu Buhari, a approuvé 995 M USD d'investissements pour la construction de la phase II de la route Abuja - Keffi - Akwanga - Lafia - Makurdi. D'après le ministre de l'énergie, des travaux et du logement, Babatunde Fashola, les financements seront obtenus via un prêt de la banque d'import-export chinoise (Eximbank). Le ministre a également annoncé l'approbation de 51 M USD de financements pour la reconstruction de la route Magama-Kwajani-Ningi (près de 60 km).

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Bénin : production record de 578 000 tonnes de coton annoncée pour la campagne 2017-2018

L'Association interprofessionnelle du coton (AIC) anticipe un nouveau record de production, avec 578 000 tonnes de coton-graine, contre un objectif de 450 000 tonnes. Pour rappel, l'objectif affiché par le gouvernement est d'atteindre d'ici 2020 une production de 600 000 tonnes (pour une capacité actuelle des usines d'égrenage de 612 500 tonnes). La filière coton représente près de 80 % des recettes d'exportation et 45 % des recettes fiscales.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : lancement de la campagne coton 2018-2019

Le gouvernement a homologué avec 3 mois d'avance sur la campagne précédente les prix de cession des intrants et d'achat du coton-graine aux producteurs au titre de la campagne cotonnière 2018-2019. En raison de l'augmentation relative des prix sur le marché international, seul le prix des engrais vivriers (NPKSBZn) enregistre une hausse. Une augmentation de 5 FCFA/kg (0,008 EUR) sur le prix payé aux producteurs pratiqué au cours de la campagne 2017-2018 a cependant été convenue par les acteurs de l'interprofession coton. De plus, le soutien à la filière sera renforcé par l'augmentation de 5 FCFA du prix accepté par les sociétés d'égrenage au titre des « fonctions critiques ».

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 1,1 million de tonnes de fèves de la récolte d'octobre 2018 déjà placés sous contrat de vente

La tendance actuelle à la hausse des cours du cacao ont poussé le Conseil café cacao à placer sous contrat 1,1 million de tonnes de fèves, avec comme objectif de vendre entre 1,3 et 1,4 million de tonnes de la sorte. Ces ventes par anticipation devraient permettre de relever le prix d'achat des fèves, actuellement à 700 FCFA (1,07 EUR) / kg, après la dépression des cours lors du dernier trimestre 2016.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 300 camions de noix de cajou bloqués dans les ports après la chute des cours

L'arrêt total d'achat décidé par les exportateurs, en contestation de la mauvaise qualité des produits et de prix minimums officiels jugés trop élevés, a entraîné le blocage de plus de 300 camions dans les ports ivoiriens. Les prix officiels de la campagne de noix avaient été fixés le 15 février 2018 à 500 FCFA/kg pour le prix bord champ, 525 FCFA/kg pour le prix magasin intérieur et 584 FCFA/kg pour le prix portuaire. A la suite du blocage, les prix négociés effectifs ont chuté pour atteindre une fourchette de 200 à 400 FCFA /kg.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : près de 100 000 tonnes d'huile raffinée devrait être produites pour la campagne de commercialisation de l'huile d'arachide**

La fin de la campagne de commercialisation des graines d'arachides fin mai dernier marque le début de la campagne de commercialisation de l'huile d'arachide. La SONACOS, OLEOSEN et le Complexe agro-industriel de Touba se sont engagés à produire respectivement 62 500, 20 000 et 15 000 de tonnes d'huile d'arachide raffinée, nécessitant la transformation de 300 000 tonnes de graines d'arachides. Le début de la période de commercialisation s'accompagne d'une mesure d'interdiction d'importations d'huiles alimentaires pendant 90 jours, afin de favoriser l'écoulement de l'huile produite sur le territoire sénégalais.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : poursuite de la réduction budgétaire pour le ministère de l'Agriculture**

Si le budget du ministère de l'Agriculture continue à croître, passant de 55,3 M USD en 2017/2018 à 74,6 M USD en 2018/2019, son poids, rapporté au budget national total, est en baisse, et ce depuis 2010/2011. Ainsi, la part du budget national alloué au ministère de l'Agriculture est passée de 7,8 % du budget sur l'année budgétaire 2010/2011 à 4,9 % dans le budget 2016/2017 et 4,8 % dans le budget 2018/2019. Le comité parlementaire permanent « Agriculture, Elevage et à Eau » a alerté le gouvernement sur l'impact négatif de ces décisions budgétaires sur le secteur agricole, secteur qui contribue à près de 30 % du PIB et emploie 70 % de la population.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : soutien au secteur de la pêche**

Le vice-ministre tanzanien de l'Elevage et de la Pêche a indiqué que le gouvernement pourrait budgétiser 19 M USD pour l'achat de deux navires de pêche, et ce afin de relancer la société de pisciculture tanzanienne (TAFICO), qui avait cessé ses activités en 2008. Le gouvernement devrait finaliser sa décision sur la base des résultats de l'étude de faisabilité du projet actuellement en cours.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : souhait des autorités seychelloises d'augmenter leurs quotas de pêche**

Dans le cadre de la 22^{ème} session de la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI) qui s'est déroulée à Bangkok du 21 au 25 mai, les autorités seychelloises ont adressé une requête visant à favoriser davantage les Etats côtiers dans le calcul des quotas de pêche au thon. Les Seychelles estiment que le système actuel désavantage les Etats côtiers dans la mesure où il s'appuie sur l'historique de pêche de chaque pays ; la majorité des Etats côtiers ne disposant que depuis peu d'une flotte dédiée à la pêche au thon en haute mer. L'enjeu est d'autant plus important que le secteur de la pêche constitue la seconde ressource du pays après le tourisme. A elles seules les exportations de thon représentent 90 % des exportations du pays.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : transformation de cinq réserves zoologiques en parcs nationaux**

Le président John Magufuli a approuvé la proposition visant à transformer cinq réserves zoologiques du pays en parcs nationaux afin de dynamiser le tourisme national. Les cinq réserves zoologiques concernées sont Burigi, Biharamuro, Chief Rumanyika, Kibisi dans la région de Kagera, et Ibanda dans la région de Mwanza (à l'ouest et au sud du lac Victoria). L'objectif du gouvernement est d'accueillir huit millions de touristes au cours des sept prochaines années pour collecter 16 Mds USD de recettes touristiques d'ici 2025.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Congo-Brazzaville : les premières productions du gisement de fer de Mayoko bientôt exportées**

Environ 800 tonnes de fer extraites du gisement de Mayoko (département du Niari) – dont le permis d'exploitation est détenu par la société congolaise Sapro SA – seront bientôt exportées. Ces minerais représentent une partie de la première phase d'exploitation de ce gisement qui possède une capacité de production de 5 M de tonnes par an. Afin de faciliter le transport du minerai de fer vers le Port autonome de Pointe-Noire et les pays frontaliers du Congo, Sapro SA est à la recherche de financements pour la construction d'un chemin de fer qui relierait Souanké (dans le Nord) à Pointe-Noire (dans le Sud). C'est en 2016 que l'entreprise a repris ce gisement au sud-africain Exxaro qui l'exploitait depuis 2012.

✉ Ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : des mesures pour faciliter l'accès au secteur pétrolier aval**

Pour pallier aux difficultés d'approvisionnement du pays en produits pétroliers finis, le ministère des Hydrocarbures a présenté au Conseil des ministres sept projets de décret visant à faciliter également l'accès aux activités de l'aval pétrolier aux petits opérateurs. Les mesures proposées – qui concernent entre autres la facilitation des activités de fabrication de lubrifiants, de distribution et de commercialisation des produits pétroliers et du gaz – permettront, d'une part, à l'État de réduire ses subventions et d'augmenter l'assiette fiscale du secteur et, d'autre part, aux entreprises de renforcer leurs stocks de produits pétroliers et gaziers. Ces projets ont été soumis au Parlement pour adoption.

✉ Ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : sur l'amont pétrolier, des normes environnementales contraignantes boostent le marché de l'assainissement**

L'adoption de normes environnementales de plus en plus exigeantes avec le *zero discharge*, soit l'interdiction totale de rejets dans l'environnement, a incité les filiales du groupe français Ortec, Tecor Congo et Loango Environnement à investir le marché congolais de l'assainissement. Ce pari sur le Congo a été payant puisqu'elles sont devenues les leaders du marché en offrant leurs prestations à Total E&P, ENI et la société nationale SNPC. La production pétrolière congolaise devrait s'accroître en 2018 avec une production attendue de 350 000 barils/jour contre 330 000 en 2017.

✉ Catherine.dumarche@dgtrésor.gouv.fr

▼ Niger : découverte d'un gisement d'or sur le site aurifère de Bouli

Dans une déclaration aux actionnaires, le DG du groupe australien Vital Metals a rapporté que de l'or a été trouvé lors d'un forage dans la zone de Bella Tondi au Niger. Cette annonce a entraîné un envol des actions de l'entreprise cotée à la bourse des valeurs australienne, l'ASX. Les éléments trouvés vont prochainement être échantillonnés, puis expédiés à Ouagadougou, la capitale burkinabè, pour être analysés. Les résultats de l'analyse sont attendus pour fin juin 2018. Les résultats encourageants des explorations confortent la compagnie minière dans sa stratégie de concentrer ses efforts sur l'Afrique.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Mauritanie : 145,5 M USD (125 M EUR) d'investissement pour le projet aurifère Tijirit en Mauritanie

La compagnie canadienne *Ausenco Engineering Canada* a indiqué dans un rapport d'évaluation économique préliminaire (PEA) que le minier canadien *Algold resources* devra déboursier 145,5 M USD (125 M EUR) pour amener le projet aurifère de Tijirit en phase de production. Ce montant sera réparti en capital direct (96,4 M USD, soit 82,8 M EUR), en coût indirect (31,2 M USD, soit 26,8 M EUR) et imprévus (17,9 M USD, 15,4 M EUR). Par ailleurs, le montage financier prévoit une durée de vie du projet de 7 ans avec un résultat net de 69 M USD (59,3 M EUR).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv

▼ Kenya : lancement du premier contrat de rachat d'électricité pour *Volitalia*

La société française *Volitalia* a annoncé avoir signé son premier contrat de rachat d'électricité au Kenya, pour une centrale solaire de 50 MW. Située à Kopere, à environ 300 km au nord-ouest de Nairobi, la centrale bénéficie désormais d'un contrat de 20 ans avec le distributeur public KPLC (*Kenya Power and Lighting Company*). Le contrat sera effectif dès la mise en service de la centrale, qui devrait être avoir lieu en 2019. Le projet contribuera à atteindre l'objectif du gouvernement kényan d'accès universel à l'électricité d'ici 2020 (contre 70 % en 2017).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : importations de produits pétroliers via le port de Mtwara

En 2019, les régions du sud de la Tanzanie seront approvisionnées en carburant (jusqu'à 25 M de litres/an) via le port de Mtwara au sud du pays, alors qu'actuellement les importations de carburant s'opèrent par les ports de Dar es Salaam et de Tanga. L'objectif est de réduire le prix des produits pétroliers et les délais de transport, et d'accroître le transit de marchandises en direction du Malawi et de la Zambie. Dans cette optique, le gouvernement a engagé des travaux de rénovation du port de Mtwara, travaux réalisés par les sociétés *Hyundai Heavy Industrie*, *DB Shapriya* et *China Railway Construction Company*, et financés par l'Etat tanzanien à hauteur de 24,4 M USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : engagement présidentiel dans l'enquête pour corruption « Block 13 »

Le 17 mai, le Président libérien George Weah a réitéré son engagement à mener à bien l'enquête pour corruption présumée de responsables libériens dans l'attribution du bloc pétrolier 13 mettant en cause la compagnie Exxon, suite à la publication d'un rapport de Global Witness publié en mars dernier. Le ministre de la Justice, Frank Musa Dean, a annoncé se dessaisir de l'enquête en raison d'un risque de conflit d'intérêt, ce dernier ayant été à la tête de la compagnie nationale pétrolière NOCAL au moment des faits entre 2004 et 2006. L'enquête concerne l'attribution en 2005 par la NOCAL du bloc 13 à la compagnie anglo-libérienne BCP (Broadway Consolidated/Peppercoast) puis sa vente à Exxon Mobil.

✉ nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Ouganda : début imminent des opérations pour l'usine de transformation fruitière de Soroti

Lancé en 2015 par le président Museveni, le projet d'usine de transformation fruitière de Soroti devrait arriver à échéance dans les prochaines semaines. Le début des opérations, prévu fin 2018, enregistre un retard de trois ans. Cette initiative présidentielle, menée de pair avec la coopérative *Teso Tropical Fruit Growers*, a bénéficié de l'assistance technique et financière de la *Korea International Cooperation Agency*, qui a octroyé une subvention de 7,4 M USD ; le coût total du projet est quant à lui estimé à 13 M USD. Le gouvernement est propriétaire de cette usine à 80 % via l'*Ugandan Development Corporation*, les 20 % restants étant détenus par la coopérative.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : Amélioration des conditions de vie grâce aux antirétroviraux

Selon une étude du Bureau International du Travail, le nombre de personnes atteintes du VIH incapables de travailler a décliné de façon drastique depuis 2005. Au niveau mondial, les pertes de revenus imputables au VIH/SIDA ont considérablement diminué depuis que les pays intensifient leur usage des traitements antirétroviraux. En Afrique du Sud, pays le plus touché par l'épidémie du VIH, ces derniers ont permis d'augmenter l'espérance de vie de 61 ans en 2010 à 67 ans en 2015. Bien que le nombre de travailleurs vivant avec le VIH ait augmenté dans le monde (22,5M en 2005 contre 26,6M en 2015), on constate une nette amélioration de leurs conditions de vie.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ **Côte d'Ivoire : baisse de 30 % des tarifs plafonds négociée avec NAS Ivoire SA pour l'assistance en escale à l'aéroport FHB**

Les négociations entre le gouvernement ivoirien et l'entreprise de droit kowézien NAS ivoire SA, délégataire du service public de l'assistance en escale à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, devait permettre d'améliorer la compétitivité de ce dernier. Elles ont abouti à une baisse de 30 % des tarifs plafonds du paquet de services de base appliqués aux compagnies aériennes et un maintien de la durée de la convention de délégation fixée à 10 ans. L'objectif est de renforcer le statut de hub de l'aéroport dans la région.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : obtention d'une licence de fournisseur virtuel de service internet par G2C Clarity IT Solutions**

Ethio Telecom, l'opérateur public de télécommunications en Ethiopie, a accordé à la société privée locale *G2G Clarity* une licence de « fournisseur virtuel de service internet » (VISP). La société pourra ainsi acheter des paquets internet auprès d'*Ethio Telecom*, pour les revendre ensuite aux consommateurs. Cette externalisation de services devrait permettre à *Ethio Telecom* d'étendre sa base clients. A défaut de libéraliser le secteur des télécommunications, cet accord consacre l'octroi de prestations de services du secteur des télécommunications à des acteurs privés, et constitue de facto un premier pas vers l'ouverture du secteur.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : ouverture du premier tech hub de Facebook en Afrique à Lagos**

Facebook a dévoilé son premier espace hub en Afrique en partenariat avec Co-Creation Hub à Yaba dans l'Etat de Lagos. Sept autres hubs devraient ouvrir à Abuja, Jos, Kaduna, Kano, Uyo, Enugu et Port Harcourt, qui bénéficieront d'espaces Facebook dédiés pour la formation et le développement de projets. Par ailleurs, le commissaire de l'Etat de Lagos pour les Sciences et technologies, Hakeem Fahm, a annoncé que les locaux de Sabo Industrial Estate à Yaba seraient transformés en hub technologique d'ici novembre 2019, l'objectif affiché étant de faire de Yaba la Silicon Valley du Nigéria.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : 7 start-ups nigérianes présentes à Paris pour VivaTech**

Le salon français du numérique, Viva Technologie, s'est tenu à Paris du 24 au 26 mai 2018. À cette occasion, une délégation officielle nigériane de 5 start-ups était représentée sur le pavillon nigérian : Medsaf (santé), Efiko (plateforme de free-lance), Mavis (éducation), Bue Sapphire (formation) et Helium Health (santé). En plus de cette représentation officielle, Otrac (santé) était présente sur le stand de Sanofi tandis que Tuteria (éducation) était emmenée par l'Agence française de développement. Trois intervenants ont également illustré le dynamisme de la scène digitale nigériane, Lanre Osibona comme représentant du gouvernement nigérian, Damilola Odufuwa pour Kombini et Temie-Giwa Tubosun pour Lifebank.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Gabon : restitution de l'étude d'impact économique et social d'Olam Gabon

Mays Mouissi, économiste gabonais indépendant, et Marc Ona Essangui, secrétaire exécutif de l'ONG Brainforest, ont présenté une étude d'impact économique et social des activités du groupe Olam au Gabon, étude commandée par le groupe lui-même. Globalement positive en relevant l'impact structurant dans les secteurs d'activité où Olam intervient directement ou indirectement, l'étude relève néanmoins quelques limites, recommandant notamment une « plus grande prudence dans les choix d'investissement et une plus grande maîtrise des risques ». L'étude souligne notamment le poids prépondérant d'Olam dans l'économie nationale (en 2016, la valeur ajoutée pour l'économie gabonaise créée par Olam représentait 5 % du PIB nominal hors pétrole), bien que les revenus fiscaux pour l'État sont minorés en raison des larges exonérations fiscales accordées). Olam aurait investi 508 Mds FCFA dans le seul secteur agricole au Gabon entre 2011 et 2017 et serait devenu le premier employeur privé avec plus de 17 000 salariés.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : un CEO permanent nommé à la tête d'Eskom

Le ministre des Entreprises publiques a nommé Phakamani Hadebe de façon permanente en tant que CEO d'Eskom. Le gouvernement a validé les nominations récentes des conseils d'administration de Denel et de Transnet. Pravin Gordhan a également annoncé des changements à la tête de South African Express, avec Tryphosa Ramano en présidente, experte comptable qui a notamment été CFO puis vice-présidente de SAA.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Cameroun : la direction Afrique centrale de la Banque africaine de développement délocalisée au Cameroun

Selon une annonce faite par le président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, le siège régional Afrique Centrale de la BAfD auparavant basé au siège de l'institution financière panafricaine à Abidjan, sera désormais logé à Yaoundé. La BAfD souhaite rapprocher la direction régionale de ses pays membres pour plus de présence et d'efficacité dans la mise en œuvre de ses projets intégrateurs. L'objectif étant d'accroître le commerce intra-régional et de favoriser le développement des infrastructures.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : mission de la BAfD en séjour au Cameroun jusqu'au 6 juin

Cette mission, arrivée le 29 mai à Yaoundé, a pour but d'une part de procéder à la revue à mi-parcours du document de stratégie pays 2015-2018 du Cameroun et d'autre part d'apprécier la performance du portefeuille pays de l'année 2018. Un bilan de la coopération avec la BAD révèle que le portefeuille actif pour le Cameroun compte 22 projets évalués à plus de 885 Mds FCFA.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

